

Ne pas confondre « dynamiser » et « dynamiter » !

Pétition contre la suppression de l'UR TSAN au 1^{er} janvier 2015 à l'initiative des sections syndicales SUD-Recherche-EPST et FO du site d'Antony

Argumentaire

Le Président de l'IRSTEA s'apprête à prendre une décision radicale : suppression administrative de l'unité de recherche TSAN au 1^{er} janvier 2015 et rattachement de l'ensemble des agents à l'unité de recherche TSCF. Or, la direction le reconnaît elle-même, elle est encore loin d'avoir tous les éléments pour pouvoir trancher sur le devenir des activités du PRT de TSAN. En conséquence, elle se donne encore 2 ans pour étudier différents scénarios avec les personnels et les partenaires publics et privés concernés. Durant cette période transitoire de 2 ans, elle s'engage à ce que l'activité du PRT soit maintenue, en l'état, au centre IRSTEA d'Antony, y compris en cas de départ d'agents. (NB voir signification des sigles au bas de la pétition)

Dans ces conditions pourquoi vouloir supprimer l'unité au 1^{er} janvier 2015, avec 2 ans d'avance sur le calendrier annoncé de l'arrêt des activités sur le site d'Antony ? Pourquoi vouloir compliquer la vie et le travail des collègues de TSAN en les faisant dépendre d'un Directeur d'Unité situé à Clermont-Ferrand ? Même en promettant la mise en place d'une « organisation opérationnelle, en gestion, afin de permettre aux agents de continuer à bénéficier des services d'appui du centre d'Antony » - dont personne ne sait en quoi ça consiste – il est évident que ce rattachement des collègues à une UR située à Clermont-Ferrand ne peut que les pénaliser ! Ils seraient loin du centre de décision de Clermont et plus personne ne serait responsable de leur sort à Antony !!

Où seraient affectés officiellement les agents ? Quelles conséquences sur les procédures réglementaires prévues dans les statuts en cas de suppression d'unité de recherche ?

De quel CTS, de quel CHSCT dépendraient-ils ?

Qui aiderait les agents à trouver d'autres points de chute éventuels sur le site IRSTEA d'Antony ou dans d'autres EPST en région parisienne ?

Qui financerait les demandes de formation de ceux qui souhaiteraient se reconvertir ?

Qui donnerait un avis sur leurs demandes de mobilité éventuelles ?

Qui ferait les propositions d'avancement pour eux ?

Les arguments que donne la direction pour justifier cette décision ne tiennent pas la route : P. Givone, V. Bellon-Maurel, D. Pont disent que c'est pour « dynamiser » l'activité scientifique et technique de l'équipe d'Antony, pour offrir plus de perspectives aux agents (pour leur bien donc...), qu'il faut supprimer TSAN et les rattacher immédiatement à TSCF. Sauf que, en principe, dynamiser l'activité scientifique et technique dans l'organisation IRSTEA, c'est d'abord le rôle du TR (Thème de Recherche) et pas celui de l'UR ! Si maintenant pour augmenter les collaborations entre les équipes d'UR différentes il faut les fusionner et faire des URs multi-sites, où va-t-on ! Et que fait-on des TR ?

A partir du moment où il faut 2 ans de plus (et c'est même sans doute insuffisant) pour poursuivre la réflexion et arrêter un scénario sur le devenir des activités du PRT de TSAN, alors la structure administrative de l'UR TSAN doit perdurer sur le site d'Antony au moins jusque-là. Il n'y a aucune raison d'anticiper la fermeture de TSAN au 1^{er} janvier 2015, au détriment des agents. Déjà on annonce aux agents qu'on va fermer leur activité sur Antony dans 2 ans, au moins qu'on ne leur mette pas en plus des bâtons dans les roues d'ici là ! Les représentants du personnel du centre d'Antony ont rejeté unanimement ce projet de décision en CTS le 15 septembre (Cf. motion). Un nouveau CTS est convoqué le 6 octobre pour réexaminer un nouveau projet, mais on craint qu'il soit très peu différent du précédent !

En solidarité avec les collègues de TSAN et parce qu'il ne faut pas laisser créer de tels précédents de fermetures brutales d'unités sans considération pour les agents,

signez la pétition SVP !

NB : On prévoit de la remettre au Directeur Régional et aux représentants de la DG le 6 octobre